

Guide du marseille colonial

1973 un été meurtrier à Marseille.



Source Page facebook Marseille, été 73

En août un algérien tue un chauffeur de bus, G. Domenech rédacteur en chef du Méridional publie « Assez, assez, assez ! » un éditorial contre les Algériens. Dans la nuit du 28 au 29 août, Ladj Lounès est assassiné chemin de la Madrague-Ville. L'enquête met en cause un policier. Les listes des crimes racistes sont nombreuses. Comme le souligne R. Brahim 1 , « ...elles pointent du doigt les crimes, mais également la grande majorité des procès qui ont fini par des peines légères avec sursis ou des acquittements, quand ce n'est pas un non-lieu qui est venu clore l'affaire. ».

Dès 1970, ces crimes touchent les populations issues de l'ancien empire colonial. Le Groupe d'extrême droite Charles-Martel commet des crimes et s'attaque à des représentations consulaires. Les mots "ratonnade" ensanglantent la ville, où persiste la nostalgie de l'Algérie Française.

Le 3 décembre 1983 une délégation, de la marche pour l'égalité et contre le racisme, reçue à l'Élysée demande que cessent ces crimes. Le 14 novembre 1983, Habib Grimzi est défenestré d'un train par des racistes, R. Hanin réalise un film sur ce drame 2 .

Pour comprendre l'impunité des auteurs de crimes, il faut revenir sur l'histoire coloniale. En Algérie, les autochtones sont sujets sans droits civiques (code de l'indigénat 1830 formalisé en 1870 3).

La Brigade Nord-Africaine (BNA) créée à Paris en 1923 pour contrôler les « indigènes ». Dès 1944 il y a des arrestations arbitraires de « nord-africains ». L'armée participe au « blanchiment » des soldats blancs remplaçant les « tirailleurs sénégalais ». Le Général de Gaulle ne veut pas reconnaître le droit à l'indépendance des peuples colonisés 4 . ». Lors des manifestations en Algérie le 8 mai 1945 un massacre de masse est organisé par l'Etat colonial.

En métropole, la surveillance des Algériens s'intensifie et les « arrestations préventives » se multiplient. Le 14 juillet 1953 la police réprime une manifestation organisée par le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD) de Messali Hadj, causant morts et blessés 5 . En août 1953 la Brigade des Agressions et Violences (BAV) se transforme en une « brigade anti-terroriste ».

Le ministère de l'intérieur établit un fichier (fichier Z) recensant « tous les individus dangereux » et particulièrement les « militants nationalistes » 6 .

En 1961 des « Français Musulmans » sont malmenés dans les commissariats parisiens. L'Inspection Générale des Services (IGS) recueille les plaintes et les classe. Pour protester contre couvre-feu, la fédération du FLN organise le 17 octobre une qui sera réprimée par M. Papon. On lit sur les bords de la Seine « Ici on noie les Algériens ». La répression policière et le racisme vont se poursuivre en France. Des rues célèbrent des « héros » raciste et colonialiste. Des collectifs demandent des changements. 26 ans après l'assassinat d'Ibrahim Ali, l'avenue des Aygalades est rebaptisée. Il faut continuer : Lahouari Ben Mohammed tué par le CRS Taillefer en 1980, Zahir Boudjellal abattu par un voisin en 1981.

Bibliographie

- 1 Rachida Brahim, La race tue deux fois, une histoire des crimes racistes en France (1970-2000), Editions Syllepse, janvier 2021.
- 2 Train d'enfer, réalisé par Roger Hanin, Paris 1985.
- 3 Olivier Le Cour Grandmaison, De l'indigénat : anatomie d'un "monstre" juridique le droit colonial en Algérie et dans l'Empire français, Paris, Zones/La Découverte, 2010
- 4 Le Blanchiment des troupes coloniales, documentaire de Jean-Baptiste Dusséaux, 2016.
- 5 Daniel KUPFERSTEIN Les balles du 14 juillet 1953 Le massacre policier oublié de nationalistes algériens à Paris. La découverte, 2017
- 6 Mohamed Sahia Cherchari, Indigènes et citoyens ou l'impossible universalisation du suffrage, dans Revue française de droit constitutionnel 2004/4 (n° 60)